

Brochure n° 3201 | Convention collective nationale

IDCC : 2046 | **CENTRES DE LUTTE CONTRE LE CANCER**

Avenant n° 2022-04 du 11 février 2022
relatif au droit à congé exceptionnel lors du mariage et du Pacs

NOR : ASET2250381M

IDCC : 2046

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

FNCLCC,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

CGT ;

CFDT ;

FO ;

CFE-CGC ;

UNSA ;

SUD Santé Sociaux,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

À la demande de certaines organisations syndicales représentatives de la branche des centres de lutte contre le cancer (CLCC) et afin de permettre une application claire des dispositions de la convention collective nationale (CCN) des CLCC en matière de congé exceptionnel en cas de Pacs ou de mariage d'un salarié, les partenaires sociaux de la branche des CLCC ont tenus à préciser les dispositions de l'article 2.4.3.1. « Mariage et Pacs » de la CCN des CLCC du 1^{er} janvier 1999.

Le présent avenant porte modification de la convention collective nationale des CLCC du 1^{er} janvier 1999.

Article 1^{er} | Modification de l'article 2.4.3.1 de la CCN des CLCC

L'article 2.4.3.1. « Mariage et Pacs » de la convention collective nationale des CLCC du 1^{er} janvier 1999 est désormais rédigé de la manière suivante :

- « – mariage ou Pacs du salarié avant un an d'ancienneté : 4 (quatre) jours ouvrables ;
- mariage ou PACS du salarié après un an d'ancienneté : 6 (six) jours ouvrables.

Concernant les deux alinéas précédents, il est précisé que le Pacs et le mariage sont deux événements distincts : chacun d'entre eux permet au salarié concerné de bénéficier du droit au congé mentionné ci-dessus peu important que son conjoint soit ou non le même lors de ces événements.

- mariage d'un enfant du salarié : 2 (deux) jours ouvrables ;
- mariage d'un frère ou d'une sœur : 1 (un) jour ouvrable ;
- mariage de l'un des parents : 1 (un) jour ouvrable. »

Article 2 | Date d'application

Le présent avenant entrera en vigueur le 1^{er} jour du mois suivant l'expiration du délai d'opposition. Il est conclu pour une durée indéterminée.

Article 3 | Dépôt et publicité

Conformément aux dispositions des articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du code du travail, le présent avenant est déposé auprès des services centraux du ministre chargé du travail, ainsi qu'auprès du greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Il sera également notifié à l'ensemble des organisations de salariés représentatives dans la branche des centres de lutte contre le cancer à l'issue de la procédure de signature, conformément à l'article L. 2231-5 du code du travail.

Il est publié dans la base de données nationale, conformément aux dispositions des articles L. 2231-5-1 et R. 2231-1-1 du code du travail.

En outre, un exemplaire est établi pour chacune des parties signataires.

Fait à Paris, le 11 février 2022.

(Suivent les signatures.)